

part, je suis convaincu que les politiques gouvernementales traduisent la volonté des Canadiens qui veulent avoir voix au chapitre en ce qui concerne l'avenir économique de leur pays.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler les préoccupations qu'a suscitées chez vous un niveau de pénétration étrangère beaucoup plus faible que celui que nous connaissons au Canada. Ayant vécu toute ma vie dans une ville frontalière, je ne doute pas un instant que si les secteurs manufacturiers, extractifs et pétroliers et gaziers de votre économie étaient assujettis au même degré de contrôle étranger que les secteurs correspondants au Canada, votre gouvernement national serait pressé de mettre en place les politiques voulues pour que les États-Unis bénéficient des nouveaux investissements étrangers.

Il ne faudrait pas en conclure que vous êtes contre les investissements étrangers, mais simplement que vous aimeriez vous assurer que leurs effets sont conformes à vos buts et objectifs nationaux. De fait, les États-Unis imposent actuellement des restrictions à la propriété étrangère dans différents secteurs, notamment la radiodiffusion, le transport maritime côtier, les télécommunications et l'électricité nucléaire et hydraulique. Des restrictions dans ces secteurs et d'autres secteurs semblables existent au niveau fédéral et au niveau des États et reflètent ce que les États-Unis croient nécessaire à leur sécurité et leur bien-être économique. Au Canada, où les investissements étrangers atteignent un niveau inhabituel, l'idée de restrictions à court terme n'est pas tout à fait théorique.

C'est une chose de revendiquer pour les sociétés américaines le droit d'investir où bon leur semble, sans restriction ni condition, mais, il faut se demander si le pays hôte devrait accepter de voir ses exportations s'arrêter et ses travailleurs mis en chômage simplement en raison de l'application unilatérale et extra-territoriale de lois américaines par une Administration qui a des vues politiques différentes? La récente décision par l'administration américaine en ce qui concerne le gazoduc soviétique illustre fort à-propos les problèmes qui peuvent surgir à cet égard. Il existe suffisamment d'incertitudes sans que nous devions exposer nos industries aux volte-face des politiques extérieures d'autres pays.

En raison notamment de notre faible population, de l'étendue de notre territoire et de nos vastes ressources encore inexploitées, les Canadiens sont davantage disposés que les Américains à laisser leur gouvernement intervenir davantage dans le développement économique. Le gouvernement du Canada prend l'initiative quand les dimensions d'un projet sont telles qu'on ne pourrait s'attendre du secteur privé qu'il assume le fardeau et les risques. Cela a été une constante presque tout au cours des 115 années de l'histoire canadienne.